

La justice et l'équité : des valeurs fondamentales

Partage international n° 157 - Septembre 2001

Interview de Dan Smith par Ana Swierstra Bie

L'Institut international de recherche pour la paix (PRIO), dont le siège est à Oslo (Norvège), a pour but la recherche des causes et des conséquences de la paix et des conflits. Il ne cherche pas à couvrir tous les aspects des conflits, mais il s'est spécialisé sur l'étude des conflits organisés et armés. Cet institut propose également des séminaires de formation.

La recherche est structurée autour de quatre programmes : Conditions de la guerre et de la paix - Politiques étrangères et de sûreté nationale - Ethique, normes et identités - Conflits et solutions, instauration de la paix.

Ana Swierstra Bie, correspondante de Partage international, a rencontré M. Dan Smith, directeur du PRIO.

Partage international : *Quelles sont les causes les plus fréquentes des conflits armés ?*

Dan Smith : Ils se produisent lorsqu'une société qui n'offre pas d'autre solution que les armes pour résoudre les conflits, porte en elle un sentiment d'injustice exploitable. Pour qu'un conflit armé se produise, il faut un agent qui exploite ce sentiment d'injustice. Peu importe que ce sentiment semble justifié ou non ; il se développe sur le terrain des conditions sociales. L'échec du développement économique et la répression politique se retrouvent régulièrement à la base de tout conflit armé. Un problème éthique n'induit pas de conflit armé, mais les problèmes et le sentiment d'injustice se parent du masque de la haine ethnique. Le vrai problème c'est la politique ethnique - non les différences ethniques. Nous nous trouvons face à une question d'ordre intellectuel : pourquoi, parmi les pays ayant des problèmes politiques et des situations économiques semblables, certains vont déclencher un conflit et d'autres non ? Nous ne connaissons pas la réponse, mais il est évident qu'il doit exister dans une société donnée certains facteurs qui inhibent le recours aux armes.

PI. *Comment éviter un conflit armé ?*

DS. Il y a des pays où les traditions culturelles et politiques permettent aux gens de gérer des conflits sans recourir aux armes. En soi, les conflits dans une société ne sont pas un mal ; sans affrontement il n'y a pas de progrès. Ce qui est mauvais c'est la souffrance des êtres humains.

En étudiant des pays au bord, en cours de, ou sortant d'un conflit armé, on découvre que les facteurs opposés à la violence ne sont pas suffisants. Tout dépend de la situation, du stade où en est le conflit et de la nature de la société qui doit y faire face. Aucune méthode n'est la meilleure ; chaque cas est différent.

Le rôle du PRIO est d'instaurer un dialogue. Cela ne fait jamais de mal et, la plupart du temps, cela aide. Le dialogue offre aux parties impliquées l'occasion de se rencontrer en un lieu neutre, d'écouter l'autre et d'exprimer ses propres points de vue. Les parties ne tombent pas toujours d'accord mais, au moins, elles communiquent. Parfois, cette démarche vient trop tard. Au cours de notre action en Yougoslavie nous avons constaté que les Kossovars-Albanais et les Serbes, qui se croyaient ennemis, ont souvent trouvé, grâce au dialogue, qu'ils avaient autant de points communs que de divergences ; de plus, ni les uns ni les autres ne faisaient confiance à Belgrade pour régler leurs différends. En travaillant ensemble au cours de réunions, les participants ont découvert qu'ils pouvaient tomber d'accord sur 95 % des solutions concernant la structure d'un pays dans lequel ils pourraient vivre et dont ils pourraient être fiers. Si cette action avait été entreprise plus tôt, nous aurions probablement pu établir une stratégie politique pour unir ces populations.

PI. *Constatez-vous un quelconque changement ou une évolution en ce qui concerne la justification éthique de l'intervention internationale dans les guerres internes ?*

DS. Cette question est l'objet d'un vaste débat qui inclut toute la gamme des interventions possibles par des tiers - à commencer par les interventions humanitaires de la Croix Rouge jusqu'à la question de savoir quand et comment faire intervenir des forces armées. Depuis 1991, il y a une tendance très forte qui consiste à tenter de redéfinir la notion de souveraineté d'un Etat. Les Etats ne peuvent plus faire ce qu'ils veulent en se retranchant derrière le prétexte de la souveraineté ; du moins pas tous les Etats, car les plus puissants continuent de faire ce qu'ils veulent.

Récemment, trois événements majeurs ont rendu la

réponse à cette question encore plus urgente. Le premier fut la guerre en Yougoslavie qui a conduit certains à se positionner contre l'interventionnisme autoritaire et à insister sur l'importance de la souveraineté et des lois internationales. Le deuxième fut la guerre au Timor Oriental, au cours de laquelle les militaires indonésiens se sont livrés à des massacres et à des incendies tandis que les gouvernements extérieurs n'ont pas bougé, jusqu'au moment où le gouvernement indonésien les a autorisés à y envoyer des forces de maintien de la paix. Les gens ont réagi car ils voulaient que l'intervention survienne plus tôt, ce qui aurait, bien sûr, signifié la violation des lois internationales. Le troisième événement eut lieu en Sierra Leone. Le règlement international a autorisé un pays à envoyer des troupes dans un autre pays afin d'en évacuer ses propres ressortissants ou d'autres citoyens étrangers, mais pas d'intervenir dans les combats. Les forces britanniques sont intervenues en Sierra Leone sous le prétexte de « seulement protéger les citoyens britanniques » parce que l'ONU n'est pas capable d'assurer la sécurité des gens ordinaires. L'action britannique a été largement approuvée. Les gens ont réagi émotionnellement dans ces cas-là ; ils n'ont vu que la fin des combats et n'ont souvent pas eu l'occasion d'examiner chaque cas dans son contexte.

Il est indispensable d'instaurer des débats portant sur l'éthique dans chaque cas concerné, de façon à définir des normes applicables lors des événements à venir. La norme actuelle est la souveraineté. Les Etats ne doivent pas intervenir dans les problèmes internes d'autres pays. Parfois, il est dangereux de ne pas intervenir ; il peut cependant être aussi dangereux de le faire. Il faut établir un débat afin de définir clairement ce que doivent être les normes et les critères.

PI. L'humanité est-elle en train de gagner en violence ? Ou bien y a-t-il une tendance générale à négocier ou à réduire les conflits armés ?

DS. Il est faux, comme certains le croient, que davantage de guerres aient été déclarées depuis la fin de la Guerre froide. Au cours de la première moitié du XX^e siècle, 50 millions de personnes ont péri par la guerre en Europe ; au cours de la deuxième moitié, il y eut un million de morts. La capacité meurtrière des armes modernes a considérablement augmenté : le nombre moyen de tués au cours des guerres est supérieur à celui d'il y a 200 ou 300 ans. Je ne vois se dessiner aucune tendance dans un sens ou dans un autre. La différence réside dans ce qu'actuellement les moyens de communications nous permettent d'en savoir plus sur les guerres – et plus rapidement. Et, ce qui est important, c'est que de plus en plus de gens s'en préoccupent. C'est une

tendance positive.

PI. Personnellement, croyez-vous à un monde de paix ?

DS. Vous voulez dire un monde sans conflit armé ? Pas de mon vivant. C'est théoriquement possible, bien sûr. Mais le monde est si injuste – et je crois que le sentiment d'injustice n'est pas près de disparaître. J'aimerais bien me tromper... S'il y avait davantage de justice, ce serait possible.

Au cours des cinquante dernières années, nous avons vécu des situations dans le monde où un conflit mondial n'aurait laissé aucun survivant. Même si les armes nucléaires étaient éliminées et les armes biologiques et chimiques détruites, il resterait le savoir-faire ; il resterait la possibilité de reconstituer des armes de destruction massive.

De nos jours, par rapport aux époques précédentes, nous sommes face à une série de défis totalement nouveaux. Auparavant, les grandes puissances poussaient leurs intérêts au maximum ; si elles en faisaient autant de nos jours, elles se détruiraient elles-mêmes.

Quand la capacité de destruction devient illimitée, la poursuite du pouvoir doit être limitée. Nous en sommes là, sans en avoir pleinement conscience. Tout cela nous amène à comprendre l'urgence de créer une vraie société internationale gouvernée par des lois basées sur les intérêts de tous et sur la justice.

Quand je dis justice, je n'envisage pas un système de lois rigides, je parle de la justice qui serait basée sur l'équité. La justice est au cœur de toute chose, la valeur fondamentale. C'est le respect de chaque personne.

PI. En dépit de la Déclaration des droits de l'homme et la Cour internationale, des législations et des protocoles, nous ne parvenons pas à instaurer la justice.

DS. Je pense que la prolifération des textes sur les droits de l'homme – qui limitent les droits des puissants – et la volonté croissante de les appliquer, montre que le progrès est en marche, mais il se meut lentement. Il n'en demeure pas moins que la tendance à produire de belles paroles, de belles résolutions et des traités, prévaut sur le désir d'établir des limites réelles et efficaces à l'usage arbitraire du pouvoir. Il est également important de constater que la démocratie parlementaire, bien que souvent relative, s'étend considérablement. Mais chaque pas vers la justice est une lutte contre la résistance de ceux qui profitent et exploitent le système actuel, qui est injuste. Finalement et par conséquent, les gens ne pourront obtenir plus de justice pour tous qu'à condition, et uniquement à cette condition, qu'ils s'impliquent dans la réalisation

de changements politiques.

La justice gagnera du terrain alors que les gens prendront leur pouvoir.

Pour plus d'informations : PRIO, Fuglehauggata 11, 0260 Oslo, Norvège ; email : info@prio.no ; site web : www.prio.no

Lieu : Oslo, Norvège **Auteur** : Ana Swierstra Bie, collaboratrice de Share International résidant à Kristiansand (Norvège).

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : [Divers](#) ()